

ÉDITO

Restons mobilisés !

L'année scolaire s'achève, elle a été riche en résistance contre la destruction du service public d'éducation par un gouvernement et un Président au service exclusif de la finance, dont la politique révèle, chaque jour ou presque, une mauvaise surprise pour les salariés.

Depuis le mois de septembre nous avons connu trois temps forts d'action syndicale, tant au niveau national que sur le collège René Barthélemy.

Le premier fut la lutte contre la casse de la retraite à 60 ans en septembre-octobre dernier. Ce sont tous les salariés qui étaient concernés par cet allongement scandaleux du temps de travail et c'est du secteur privé qu'est venue la résistance la plus opi-

niâtre. Les travailleurs des raffineries ont ouvert la voie vers la grève reconductible et interprofessionnelle qui fut à deux doigts de tout emporter sur son passage. **Nous garderons longtemps le souvenir de ces grévistes de Grandpuits, venus un matin au collège lors d'une Assemblée générale,** nous dire leur détermination et leur souhait de nous voir pleinement dans la lutte à leurs côtés. Nous n'avons pas réussi à obtenir le retrait de cette réforme injuste, mais quelque chose a été semé lors de cette lutte. Elle a montré que la répartition des richesses était la question centrale, et que le pouvoir avait fait le choix de servir encore une fois les intérêts des actionnaires. Les révolutions arabes et les indignés espagnols de la Puerta del Sol ne disent pas autre chose. Regagner le droit à une retraite à 60 ans sans décote sera un des enjeux des années à venir.

Le second moment de mobilisation s'est déroulé autour de la question des moyens et de la DHG que nous avons rejetée, dans l'unité, lors d'un premier CA. Il était nécessaire de dire haut et fort notre refus de la diminution constante de nos moyens et notre rejet de la multiplication des heures sup au détriment des heures postes. Nous devons reprendre le combat dès l'année prochaine sur cette question et

ne rien nous laisser imposer. Cette politique comptable de destruction des postes (encore 17000 en moins lors de la rentrée prochaine) a prouvé sa nocivité sur le terrain. On a vu se multiplier le recours aux contractuels, moins payés et plus précaires, au collège certaines classes n'ont pas eu de cours de français pendant des semaines ! Le ministre Châtel en est réduit à demander aux chefs d'établissements de recourir à Pôle Emploi, on nage en plein délire ! Inverser cette tendance et imposer une politique de **titularisation des précaires, de recrutement massif de professeurs titulaires et bien formés et d'augmentation des salaires** doit rester notre cap.

La dernière résistance a été celle que nous avons organisée contre la généralisation autoritaire du livret de compétences en 3ème. Deux réunions ont eu lieu sur le sujet et n'ont pu aboutir à une position commune de tous les collègues de René Barthélemy, nous le regrettons, même si nous avons été une majorité à tout valider en bloc. **Nous redisons notre refus du LPC, de sa logique d'entreprise, de son fichage généralisé des élèves et nous avons bien vu lors de**

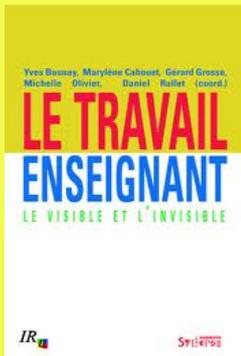
la matinée réservée à sa validation la logique de division qu'il introduit dans les équipes enseignantes. Là aussi, nous sommes prêts à reprendre le combat l'an prochain en réaffirmant notre droit à la liberté pédagogique.

Sur tous ces sujets, la FSU du collège de Nangis (SNES et SNEP) continuera à faire entendre sa voix, à défendre les conditions de travail et à promouvoir un autre projet pour une école démocratique et égalitaire. Elle est une organisation ouverte à tous ceux qui partagent ces objectifs et qui veulent s'organiser collectivement pour les défendre.

**Bonnes vacances à tous
mais restons mobilisés et vigilants !**

Par Julien Guérin
(secrétaire du SNES au collège)

Un peu de lecture et de recul : le travail enseignant



Le travail enseignant est peu visible. Il n'en est pas moins réel et pénible. Ce livre veut donner à voir l'invisible, souligner les tensions et les évolutions. Il veut le faire en croisant, avec le regard et l'analyse de chercheurs, la parole et les témoignages d'enseignants et de militants rencontrés pour certains

lors des stages et des forums animés par le Chantier Travail de l'Institut de recherches de la Fédération syndicale unitaire (FSU). Mais ce dévoilement n'a pas pour finalité la déploration. Il ne vise pas non plus à placer les enseignants dans un quelconque classement des métiers les plus pénibles ou les moins reconnus. Il est indissociable de la volonté de transformer ce travail que l'on rend visible. Le transformer, parce que derrière ce travail, il y a des hommes et des femmes, de la souffrance parfois qui dévore le reste de l'existence mais aussi des satisfactions qui l'illuminent. Il est urgent de faire du travail réel un objet non seulement d'analyse mais de revendications et de luttes, comme le montrent les expériences syndicales de réappropriation du travail. Ce livre est le fruit de l'activité du Chantier Travail de l'Institut de recherches de la FSU.

La postface est de Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

La section SNES du collège en tient un exemplaire à disposition pour tous les collègues intéressés, on peut aussi le commander auprès de Julien GUERIN.

La FSU est la première organisation syndicale de la fonction publique et de l'enseignement. Au collège, les syndicats SNES et SNEP sont présents et possèdent des élus au conseil d'administration. Nous défendons un syndicalisme de transformation sociale orienté vers l'action.

Le bulletin MOTIVÉ-E-S a pour objectif de paraître trois fois par an pour faire le point sur la situation sociale dans le pays, dans l'éducation en général et au collège René Barthélemy de Nangis en particulier.

On peut cotiser au SNES auprès de Maud Palleau, pour pouvoir bénéficier de la réduction d'impôts pour l'année 2011.

Contactez la FSU au collège :
Julien GUERIN 06 86 77 99 32,
Jean Paul CHOPINET 06 07 59 98 22

Refusons la mascarade des heures sup!

Depuis les derniers gouvernements qui se sont succédés, une nouvelle formule électorale a fait son apparition : celle du « travailler plus pour gagner plus ». Résultat : le matraquage permanent du gouvernement, de l'administration pour compléter nous inciter à accepter quelques heures supplémentaires pour « arrondir » des fins de mois difficiles.

Heures sup' versus augmentation des salaires

Cette fausse formule miracle veut répondre à la dégradation des conditions de vie liées à ce que le gouvernement appelle : la baisse du « pouvoir d'achat ». Dans l'Éducation Nationale, un prof touchait **2 fois le SMIC en 1970**, contre 1,2 fois le SMIC en 2011. (chiffres en début de carrière). Mais cette baisse des salaires, est une baisse générale des salaires, que ce soit dans le public, ou dans le privé. Dans les commerces la problématique est similaire, pas seulement sur les heures supplémentaires, mais également sur le travail du dimanche, qui tend à se généraliser et qui représente pour beaucoup de travailleurs un pis aller pour avoir un salaire correct à la fin du mois. Mais en vérité, si on compare l'augmentation du coût de la vie, que ce soit lors du passage à l'Euro, ou depuis l'explosion de la crise en 2008, ce ne sont que des miettes que nous donne le gouvernement, pour travailler moins cher, pour travailler plus et dans de moins bonnes conditions. La seule question légitime est celle de **l'augmentation immédiate de tous les salaires** en fonction de l'augmentation du coût de la vie. Pourquoi aller faire des heures supplémentaires si on peut vivre décemment avec un salaire sur lequel on paie des impôts et qui sur lequel on cotise pour nos retraites.

Exigeons une **revalorisation de nos statuts et de nos salaires** pour ne pas être obligés financièrement d'accepter des heures supplémentaires et battons nous, dès la rentrée prochaine, à René Barthélemy comme ailleurs contre l'imposition de plus d'une heure sup!

Par Griselda MICHEL (CGT'EDUC), Julien GUERIN (FSU-SNES)

